

DOCUMENTI

IAI

**LA SÉCURITÉ MÉDITERRANÉENNE:
LE CADRE D'ENSEMBLE**

par Roberto Aliboni

Contribution à une oeuvre collective sur la Méditerranée occidentale
de la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale
Paris, mars 1992

IAI9202

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

LA SÉCURITÉ MÉDITERRANÉENNE: LE CADRE D'ENSEMBLE

par Roberto Aliboni

Directeur des recherches

Institut Italien des Affaires Internationales (IAI)

Le cadre sécuritaire à Sud de l'Europe

Le cadre sécuritaire au Sud de l'Europe est influencé par deux ordres de facteurs: les facteurs militaires et les facteurs socio-politiques et culturels. Les uns comme les autres ont déjà été analysés par la littérature récente¹. Ensuite, on n'évoquera que très brièvement les facteurs socio-politiques, alors qu'une petite mise à jour des facteurs militaires sera nécessaire.

Facteurs militaires

La tendance à l'augmentation des armements et des dépenses militaires dans les zones au Sud de l'Europe, assez bien suivie et connue² dans les milieux de la politique et des études internationales, est particulièrement forte. On se réfère aussi bien aux aspects quantitatifs qu'à ceux qualitatifs, aux armes conventionnelles comme à celles non conventionnelles.

De 1985 à 1990 les dépenses militaires des pays au Sud de l'Europe, telles qu'elles sont reportées par l'IISS de Londres³, ont augmenté de 66,7 milliards de dollars à 70,6. Ces mêmes dépenses ont diminué dans les pays européens de l'OTAN (de 92,2 à 81,1 milliards), alors qu'elles ont augmenté en Asie du Sud (de 9 à 11,9 milliards), elle aussi un centre de forte tension.

Dans les régions au Sud de l'Europe l'accroissement des dépenses militaires a surtout lieu dans les pays du Golfe: elles sont presque stationnaires dans le Maghreb (de 2 mld à 2,2) pour la période considérée, en diminution au Moyen Orient (de 13,8 mld à 10,9), et en augmentation dans le Golfe (de 50,9 mld à 57,5), cela déjà avant la guerre de 1990-91.

À côté de l'ensemble des dépenses militaires, les importations d'armements représentent un autre indicateur important. Suivant les données du SIPRI de Stockholm⁴, en 1990 le pourcentage de l'Asie du Sud sur les importations mondiales des plus importants systèmes d'armement était de 27,1 %. Celui de l'ensemble des régions au Sud de l'Europe était de 43,3 %, dont 38,4 % pour le Golfe et le Moyen Orient.

Il faut bien remarquer que la dynamique de ces accroissements est plus importante en Asie du Sud que dans les régions au Sud de l'Europe⁵. Néanmoins, la dimension absolue des dépenses et des importations des régions au Sud de l'Europe, de même que leur part dans les totaux respectifs restent de loin les plus importantes.

Les données disponibles n'arrivent pas encore à l'après-guerre du Golfe. Toutefois, malgré la disparition de l'Irak des statistiques et des observations, il est bien possible que les régions au Sud de l'Europe restent le centre de la course aux armements du Tiers Monde. À ce propos, il faut souligner que conséquemment à la guerre de 1990-91 les dépenses militaires de l'Arabie Saoudite, un des pays qui contribue le plus au record de ces régions, semblent devoir s'accroître, en tous cas elles restent très élevées. Le budget de 1992 assigne à la défense et à la sécurité 54,3 milliards de riyals, un chiffre qui tend à maintenir voire même surpasser la moyenne des années 80⁶. La même tendance a lieu dans les autres pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

En ce qui concerne les facteurs qualitatifs⁷ le rapport annuel 1991 de l'Office of Naval Intelligence américain, qui semble baser sa liste sur les informations de la DIA conjuguées à

celles de la CIA, estime que 14 pays du Tiers Monde possèdent une capacité d'offense chimique, quatre autres pays peuvent la posséder et dix pays sont en train de développer la production d'armes chimiques ou tentent de le faire. Si l'on croit à la destruction de la capacité de l'Irak avec la guerre de 1990-91, les pays sensés avoir une capacité chimique dans les régions qui nous intéressent seraient l'Égypte, la Libye, l'Israël et la Syrie. L'Algérie possède l'infrastructure industrielle et la technologie de base pour pouvoir éventuellement l'acquérir.

Par rapport aux prévisions d'il y a quelques années, la prolifération des missiles balistiques⁸ apparaît moins importante. Dans les régions au Sud de l'Europe seul l'Israël possède la capacité de développer des missiles, tandis que les programmes des autres pays -- Iraq, Iran et Libye-- sont suspendus ou ont échoué. Toutefois, de nombreux pays continuent d'acheter des missiles.

En ce qui concerne les capacités nucléaires, ici encore l'Israël semble être le seul à en posséder. Toutefois, les rapports de l'ONU et de l'AIEA venant de l'Irak après la guerre de 1990-91 laissent entrevoir dans la région l'importance de la poussée à développer ces capacités et l'inefficacité des contrôles internationaux. Iran, Syrie, Égypte, Turquie et Algérie pourraient tenter d'acquérir un statut nucléaire; le régime irakien pourrait encore essayer. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle s'accorde avec un net accroissement de nouveaux fournisseurs potentiels, dont les politiques d'exportations ne semblent pas toujours scrupuleuses. D'où la tendance à une multipolarité nucléaire, régionale ou globale, qui représente certainement aujourd'hui plus de dangers que la prolifération des armes chimiques et des missiles.

Bien qu'en hausse, ces tendances ne sont pas à considérer comme de véritables menaces militaires par rapport à l'Europe. Cela pour deux raisons principales: elles continuent de s'accompagner d'un très haut niveau d'inefficacité industrielle et gestionnelle; les conflits de ces régions ne sont plus en mesure de donner lieu à une escalade horizontale dans le cadre du conflit Est-Ouest.

Plus problématique est l'argument sur l'inexistence d'une volonté d'attaquer l'Europe. En effet, la tension politique et culturelle Nord-Sud, persistante et parfois croissante, dégage la même volonté. Elle n'arrive pas à se concrétiser en raison du manque de capacités militaires adéquates, bien qu'elle soit un des motifs poussant à la course aux armements dans ces régions. Aussi, en attendant que les capacités s'améliorent, elle continue de s'affirmer par des instruments à bas niveau de violence, comme le terrorisme et la prise d'otages.

Malgré ces menaces à bas niveau de violence dans le cadre Nord-Sud, la hausse du niveau d'armements de ces régions semble devoir s'accompagner davantage de conflits Sud-Sud que Nord-Sud. Comme on l'a vu avec la guerre de 1990-91, cette tendance est favorisée par la multipolarisation du contexte international et par le fait que la fin de la guerre froide permette aux facteurs politiques, sociaux et culturels régionaux de mieux agir.

Il est donc vrai que dans cette situation l'Europe perçoit plus de risques que de menaces à cause de la situation d'instabilité et de l'accroissement des conflits. Ces risques s'expliquent, d'une part, par les répercussions qui découlent des conflits Sud-Sud, comme par exemple les mouvements de personnes et les dommages écologiques, et d'autre part, par le fait que le Nord ne peut s'empêcher d'être mêlé aux conflits des pays du Sud.

Facteurs socio-politiques et culturels

Les facteurs socio-politiques et culturels ayant un impact sur la sécurité européenne, par rapport aux régions au Sud, peuvent se regrouper en deux catégories: les inégalités socio-

économiques dans le cadre Nord-Sud et les tensions culturelles venant des frustrations, des intrusions et des problèmes d'identité que tout cela soulève.

L'évolution des économies au Sud de l'Europe, avec l'exception de celles du CCG --qui ont été pourtant bien marquées par les dépenses et les endettements provoqués par la guerre de 1990-91-- n'est guère favorable⁹. À cause de la guerre et de ses conséquences leur restructuration est devenue parfois plus complexe et plus coûteuse. Le différentiel économique se joint au différentiel démographique et entraîne une hausse des courants migratoires. La coopération économique et financière en cours ne suffit pas à contrecarrer de façon rapide et efficace ces tendances. Le décalage Nord-Sud, si bien analysé par le rapport final du «Plan Bleu»¹⁰, ne cesse donc pas de se maintenir ou d'augmenter.

Ces facteurs économiques et démographiques jouent un rôle important dans la création des tensions culturelles qui semblent aujourd'hui marquer de plus en plus les relations Nord-Sud à travers la Méditerranée. D'autre part, les frustrations qui naissent du décalage économique et social du Sud par rapport au Nord s'accumulent aux frustrations causées par les échecs politiques persistants du nationalisme. Les modèles et les réalisations occidentaux semblent, d'un côté, vouloir s'imposer et, de l'autre, se nier. D'où la tentative, dans le Sud, d'échapper à ces contradictions par une recherche et une récupération de l'identité culturelle exaspérées et porteuses de conflits. À son tour, cela contribue à causer en Europe des réactions de répulsion et d'assertion culturelle souvent symétriques. Dans les régions au Sud de l'Europe ces procès se traduisent par des mouvements de réaffirmation religieuse qui mettent l'opposition à l'Occident et celle entre Nord et Sud au centre de leur action politique.

Ces facteurs socio-politiques et culturels, autant connus que les facteurs militaires¹¹, contribuent à créer les risques déjà évoqués lors de la considération de ces derniers facteurs, c'est-à-dire à augmenter les tensions et les conflits entre les pays du Sud. Ils sont donc à la base de la volonté d'attaquer l'Europe et l'Occident en se traduisant, comme on l'a dit, par la menace à bas niveau de violence, à savoir le terrorisme, les prises d'otages, les boycottages etc. Enfin, ces tensions peuvent provoquer des mouvements de populations, sous forme de réfugiés et d'exilés politiques, redoublant ainsi les mouvements venant de motivations économiques.

En conclusion, le cadre sécuritaire au-delà de la Méditerranée est aujourd'hui caractérisé par une situation moins dangereuse que par le passé mais plus complexe. Les menaces militaires se posent seulement à un niveau très bas de violence. Quant aux facteurs militaires, socio-politiques ou culturels ils ne donnent pas lieu à des menaces mais plutôt à des risques: une situation donc nouvelle. Pour mieux l'apprécier, il est maintenant nécessaire de considérer le nouveau cadre international où se situent les régions au Sud de l'Europe.

Les régions au Sud dans le nouveau contexte international

Afin d'examiner ce nouveau cadre international on peut considérer les différentes perceptions du Nord et du Sud.

Les perceptions du Nord

La fin de la guerre froide et l'évanouissement de la menace venant de l'Est créent des situations sécuritaires très semblables à l'Est et au Sud par rapport à l'Europe occidentale.

Les conflits ressortant des nationalismes et des oppositions ethniques, religieuses et communautaires, qui marquaient généralement le Sud, jalonnent également l'Est d'aujourd'hui, ce qui nous permet maintenant de bien comprendre que ces conflits n'étaient en

fait qu'en hibernation sous la croûte d'airain du communisme. D'autre part, l'inefficacité des économies planifiées et les nouveaux conflits politiques, qui s'ajoutent aux anciens, entraînent au Sud comme à l'Est de l'Europe occidentale une destruction massive et durable de richesses, en s'accompagnant de forts déséquilibres dans l'environnement.

De cette façon, en un délai très bref et inattendu un «nouvel arc de crises»¹² s'est serré autour de l'Europe occidentale, des Urals à l'Atlantique, de l'Asie à l'Afrique, où les problèmes économiques et sécuritaires sont étroitement entrelacés et les risques l'emportent sur les menaces.

Ainsi, aujourd'hui les régions au Sud de l'Europe font partie d'un concept stratégique plus large. Néanmoins, dans cette étendue plus ou moins homogène du «nouvel arc de crises» il est nécessaire de souligner les hiérarchies présentes dans les différentes zones et régions.

Ces hiérarchies reflètent les différences d'intérêts politiques et culturels des partenaires européens et occidentaux. La perspective des relations de la Communauté et de l'OTAN avec bon nombre des pays de l'Est est une perspective d'intégration, et non pas simplement de coopération. Cette perspective manque par contre vis-à-vis du Sud (avec la Turquie à mi-chemin). Ces hiérarchies reflètent également le caractère global ou régional des crises et celui des intérêts et des capacités des pays de l'Occident. Ainsi, les événements dans la Communauté des Etats Indépendants (CEI), dans la région du Golfe et au Moyen Orient mobilisent de grands moyens financiers, diplomatiques et militaires, tandis que l'Europe centrale, les Balkans, le Maghreb et la Corne de l'Afrique ont, dans l'ordre, une priorité inférieure. La répartition des tâches tend à se conformer à ces hiérarchies: les crises globales restent de la compétence des États-Unis et -- non sans peine-- des membres européens permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU; les crises régionales sont confiées à la Communauté. Enfin, les hiérarchies et les autres différences reflètent aussi les intérêts nationaux ou locaux: l'Allemagne s'intéresse surtout à l'Est, les pays de l'Europe du Sud se préoccupent davantage du Sud.

Ces tendances mettent à la lumière, dans le «nouvel arc de crises» --aussi homogène qu'il puisse être du point de vue structurel--, l'existence de zones à différente intensité de solidarité¹³, avec une principale tension entre l'Est et le Sud, qui dérive de la plus grande homogénéité culturelle de l'Est par rapport à l'Europe et à l'Occident et du fait que les pays qui sont amenés à s'intéresser davantage à l'Est --quelles qu'en soient les raisons-- sont aussi les plus nombreux, les plus riches et les plus puissants de l'Europe et de l'Occident.

On doit noter au passage, qu'en l'absence d'une menace grave et concentrée, comme celle qui dominait la guerre froide, ces différences présentent un risque pour la solidarité européenne et occidentale. Aussi, elles peuvent créer une perception de marginalisation et de «singularisation» de la part des pays de l'Europe du Sud qui, comme on l'a dit, se préoccupent particulièrement des pays du Sud mais s'inquiètent également de rester seuls face aux risques et tensions qui émanent de ces régions.

Il faut encore noter que la géo-politique ressortant des changements des dernières années confirme et accentue l'éclatement des régions au Sud de l'Europe, en particulier de la Méditerranée. Bien que des liens unissent le Golfe, le Moyen Orient et le Maghreb, ce dernier se retrouve aujourd'hui à établir un rapport encore plus étroit que par le passé avec la Communauté et les pays européens du Sud-ouest. Le Groupe des «5+5», qui rassemble les pays de la Méditerranée occidentale, devrait acquérir davantage d'importance et par conséquent accroître les responsabilités régionales des pays européens membres.

Cet éclatement se confirme par l'organisation donnée aux négociations arabo-israéliennes, qui sont bien séparées des autres crises méridionales et où la Communauté se

retrouve à jouer un rôle important mais politiquement secondaire. La CSCM¹⁴, prônée par les diplomaties espagnole et italienne en 1990, a été entamée (à Moscou) dans les faits par la diplomatie américaine dans le cadre des colloques arabo-israéliens et, au lieu de concerner l'ensemble de la Méditerranée, se concentre sur le Moyen Orient.

Ainsi, les régions des Balkans, du Moyen Orient, du Golfe et du Maghreb de même que la zone naissante qui va de la Turquie aux républiques de l'Asie Centrale en passant par le Caucase, chacune avec des problèmes et des partenaires différents, donnent l'image de la fragmentation qui marque aujourd'hui, plus que jamais, les régions au Sud de l'Europe.

Les perceptions du Sud

Par rapport aux perceptions qui sont en train de se développer au Nord, on assiste dans les pays au Sud de l'Europe à l'émergence de deux perceptions dans une certaine mesure contradictoires: d'une part, un sentiment d'abandon; de l'autre, un sentiment de menace accrue envers le Sud comme conséquence de la fin de la confrontation Est-Ouest.

Le sentiment d'abandon vient de la perception de la tension Est-Sud qui semble marquer le «nouvel arc de crises». Face à cette évolution les pays au Sud de l'Europe, en particulier les plus économiquement faibles, ont en effet de bonnes raisons pour se sentir marginalisés et isolés. Cela n'est pas le fruit d'une simple sensation, car l'importance de la mobilisation des ressources et des intérêts occidentaux et européens envers l'Est, par rapport au Sud, est un fait.

On peut observer que cette marginalité du cadre Nord-Sud par rapport au cadre Est-Ouest n'est pas nouvelle. Cependant, il faut remarquer qu'il existe une différence importante par rapport au récent passé, car à la place d'un conflit Est-Ouest qu'ils arrivaient à exploiter politiquement et économiquement les pays du Sud se trouvent aujourd'hui confrontés à une forte tendance à une solidarité Est-Ouest. Ils ont donc raison de percevoir cette nouvelle tendance comme un risque très fort de marginalisation ultérieure.

Parallèlement à la sensation d'être abandonnés, se place celle de devenir l'objet de trop d'attention. La propagande occidentale à l'occasion de la guerre de 1990-91 a présenté cette guerre, de façon plus ou moins consciente, comme la première évidence du déplacement de la menace de l'Est au Sud. L'entente établie par les Etats-Unis et l'Union Soviétique est venue confirmer cette interprétation et un bon nombre de personnes dans le Sud se sont senties la nouvelle cible de la puissance occidentale. Cette interprétation, d'autre part, a pu être également confirmée par le débat en cours en Occident et en Europe sur l'avenir de l'OTAN et sur la nouvelle identité de défense que la Communauté s'attribuera dans l'Union Politique. Ce débat donne parfois l'impression qu'en Europe et en Occident quelqu'un cherche une nouvelle menace pour stabiliser ou développer les alliances européennes et atlantiques après la disparition des anciennes.

D'après ce cadre, deux tendances principales semblent se dégager. D'une part, une tendance à l'opposition en ce qui concerne les perceptions de sécurité respectives: alors que la perception du Nord passe de la menace aux risques, celle du Sud considère le Nord comme une menace croissante. Cela explique que le Sud se sente de plus en plus marginalisé et nerveux par rapport au Nord. D'autre part, il y a une tendance accrue à la fragmentation, soit parce que les différentes régions, sous la couverture homogène du «nouvel arc de crises», subissent dans les faits différentes évolutions et font l'objet de différentes perceptions et politiques, soit parce que ces mêmes différences ne sont pas sans effet par rapport aux intérêts des pays européens et occidentaux et risquent de ronger leurs solidarités par une transition qui apparaît difficile et contradictoire au-delà de l'homogénéité sous-tendue au «nouvel arc de crises».

Les politiques de sécurité: assurance et coopération

Dans la nouvelle situation les tensions Nord-Sud, même en entraînant une certaine dose de violence à bas niveau, ne seront pas militaires mais socio-politiques, idéologiques et culturelles. D'autre part, il faut aussi remarquer que les transformations intervenues ces dernières années ont changé les facteurs des conflits Est-Ouest sans toutefois modifier les conflits entre les pays au Sud de l'Europe. Dégagés de la discipline qu'imposait le contexte Est-Ouest, ces conflits Sud-Sud pourraient même s'accroître. À côté des tensions socio-économiques et culturelles dans le cadre Nord Sud, les pays européens sont donc destinés à subir les répercussions politiques, sociales et économiques des conflits dans le cadre Sud-Sud, voire à y rester mêlés. D'où la nécessité d'une politique d'assurances militaires contre ces risques, mais surtout, la nécessité d'une diplomatie destinée à éliminer les sources politiques des conflits et celle d'une politique de coopération dans le but d'éliminer les sources économiques et sociales des tensions.

Cet ensemble d'assurance, de diplomatie et de coopération représente la politique de sécurité du «nouvel arc de crises» dont on discute aujourd'hui dans les pays de l'Occident, notamment dans les pays de la Communauté. Dans cette politique de sécurité, qu'on qualifie de multidimensionnelle et qu'on distingue de la politique de défense, la diplomatie et la coopération font prime sur les instruments militaires, alors que ces instruments sont surtout appelés à des fonctions de dissuasion, de maintien et de renforcement de la paix.

Cette doctrine commence à trouver une expression dans la politique internationale. Les régions au Sud de l'Europe ont aujourd'hui deux directrices pour base: le départ des négociations arabo-israéliennes et l'engagement des conversations entre les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la prolifération des armements non conventionnels¹⁵. La politique internationale semble ainsi basée sur une priorité aux facteurs politiques et diplomatiques afin de contrecarrer à moyen terme les risques et les tensions au Sud de l'Europe. En attendant de voir comment la politique de non prolifération saura convaincre les pays concernés en leur offrant des chances raisonnables de développement économique et technologique à condition qu'ils renoncent à s'armer, il faut dire que pour la première fois les américains et les européens sont d'accord sur la priorité des facteurs politiques et travaillent dans ce sens.

Cette doctrine trouve aussi expression dans la tendance des pays de la Communauté à développer une politique de sécurité multidimensionnelle, telle qu'on vient de la décrire, au sein de l'Union Européenne. Les décisions prises au Conseil Européen de Maastricht en décembre 1991, une fois complétées en juin 1992 au Conseil Européen à Lisbonne, devraient permettre ce développement.

Cependant, comme on l'a dit, les tendances des politiques du Nord ne sont pas de nature à changer les perceptions du Sud et cela pour deux raisons: les développements institutionnels au Nord ne sont pas clairs; les perspectives de coopération économiques ne sont pas très brillantes et n'arrivent pas à effacer le sentiment que les efforts envers le Sud seront de plus en plus minimisés par l'envergure des efforts fournis à l'Est.

Pour éviter un accroissement des tensions il faudrait donc rééquilibrer les efforts de coopération, au moins au sein de la Communauté. D'autre part, il est vrai que le débat intra-européen et transatlantique sur les réarrangements des alliances n'est pas de nature à atténuer les perceptions du Sud. Mais bien qu'elles n'aient pas le soutien de bien des gouvernements,

tout au moins de ceux de l'Europe continentale, des pressions subsistent au sein de l'OTAN afin d'étendre au Sud la mission de l'Alliance¹⁶. Dans la Communauté le débat sur l'UEO semble parfois vouloir destiner cet organisme à la coopération atlantique «hors-zone». De toute façon ce débat, déjà peu clair et peu simple pour les intéressés, l'est encore moins pour les pays du Sud et leurs opinions publiques; d'où la nécessité de multiplier les efforts pour les rassurer, en menant à bien dès que possible la réforme des alliances et des institutions.

On en arrive, pour conclure, à la fragmentation des régions au Sud de l'Europe, qui n'est pas en elle-même un facteur négatif. En effet, si elle se traduit par un affaiblissement des solidarités horizontales existantes (la solidarité européenne, atlantique et arabe), elle sera alors porteuse de nouvelles tensions. Mais si elle est un instrument de division des tâches, renforcé par les solidarités horizontales liant les partenaires du Nord et du Sud, alors elle sera un multiplicateur d'efforts et de résultats. Le cadre d'aujourd'hui, avec le Groupe des «5+5» d'un côté, et les négociations de Moscou, de l'autre, se prête tout à fait à une rationalisation de la coopération communautaire, en allant au-delà de la rhétorique de la CSCM.

En ce qui concerne les pays européens, afin d'éviter que la fragmentation se transforme en une menace pour leur solidarité, il sera important de trouver au niveau de la politique communautaire une meilleure adaptation des différents intérêts qui animent aujourd'hui les politiques nationales, lesquelles sont un important facteur dans la tension Est-Sud, une tension qui passe à l'extérieur comme à l'intérieur de la Communauté.

Notes

¹ Voir R. Aliboni, *European security across the Mediterranean* (Paris, WEU Institute for Security Studies, Chaillot Paper No. 2, 1991) avec bibliographie; Bertelsmann Foundation, Research Group on European Affairs headed by W. Weidenfeld, *Challenges in the Mediterranean -The European Response* (papier de discussion présenté à la Conférence de Barcelone, 7-8 Oct. 1991).

². Voir A.H. Cordesman, *Weapons of Mass Destruction in the Middle East*, Brassey's, London, 1991 et G. Kemp, *The Control of the Middle East Arms Race*, Carnegie Endowment for International Peace, 1991. Plus récemment: A.H. Cordesman, *Current Trends in Arms Sales in the Middle East*, National Security Studies Program, Georgetown University, Dec. 1991, papier présenté à l'International Workshop on «Arms Control and the New Middle East Security Environment», Nof Ginosar, Israel, 6-9 Janvier 1992.

³. Voir *The Military Balance 1991-1992*, Brassey's for the IISS, London, 1991, pp. 212 et ss.; toutes les données sont évaluées aux prix et aux taux d'échange de 1985.

⁴. SIPRI Yearbook 1991, *World Armaments and Disarmament*, Oxford University Press, New York, 1991

⁵. En ce qui concerne les dépenses, le taux d'accroissement de l'Asie du Sud est plus marqué que celui des régions au Sud de l'Europe (32,2 % par rapport à 5,8). Pour ce qui est des importations, dans un marché qui s'est fortement réduit dans la période considérée (de 21,6 milliards de dollars à 11,8), la part de l'Asie du Sud en 1990 a remarquablement augmenté par rapport à 1985 (27,1 % par rapport à 13) à la différence de celle des régions au Sud de l'Europe qui a par contre diminué (43,3 % par rapport à 55,1).

⁶. Sur le budget de l'Arabie Saoudite voir *Middle East Economic Survey*, 27 Janvier 1992; 3

Septembre 1990; 8 Janvier 1990.

⁷. Les remarques sur ces aspects sont largement basées sur la synthèse donnée par M. Cremasco, «Le prospettive di controllo degli armamenti nelle regioni a Sud della NATO», dans R. Aliboni (ed.), *Le minacce dal fuori area contro il fianco Sud della NATO*, rapport de recherche du Centre Militaire d'Etudes Stratégiques (CeMiSS), Rome, Ed. de La Rivista Militare, 1992 (à paraître), avec bibliographie.

⁸. Sur ce point voir aussi M. Navias, *Ballistic Missile Proliferation in the Third World*, IISS, Adelphi Paper No. 252, Londres, 1990.

⁹. Voir F. Zallio, «Economic Reforms and Community Aid in the Mediterranean Developing Countries», *The International Spectator*, 26, 2, April-June 1991, pp. 113-126; E.H. Habib, «Postwar Middle East: Windfall Rents, Reconstruction and Poverty», *The International Spectator*, 26, 4, October-December 1991, pp. 39-56.

¹⁰. Voir M. Grenon, M. Batisse (eds.), *Futures for the Mediterranean Basin: The Blue Plan*, UNEP, Oxford and New York, Oxford University Press, 1989.

¹¹. A.E. Hillal Dessouki (ed.), *Islamic Resurgence in the Arab World*, Praeger, New York, 1982.

¹². Cet arc est «nouveau» par rapport à l'«arc de crises» que Z. Brzezinski évoqua à la fin des années 70 en se référant aux régions allant du Maroc à l'Afghanistan. Voir les papiers présentés à la dernière Conférence annuelle de l'IISS à Zürich 12-15 Sept. 1991: Z. Brzezinski, *The Consequences of the End of the Cold War for International Security*; C. Gasteyger, *European Security and the new arc of crises*.

¹³. Voir S. Silvestri, «Le minacce dal fuori area e l'Italia», in R. Aliboni (ed.), *Le minacce dal fuori area contro il fianco Sud della NATO*, op.cit.

¹⁴. Voir R. Aliboni, *European security across the Mediterranean*, op. cit.; R. Aliboni, *Contenuti e prospettive di una 'Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione nel Mediterraneo'*, IAI, Rome, doc. IAI9109, 1991; J.L. Buhigas, «Una politica de seguridad para el Mediterraneo», *Revista Española de Defensa*, No. 29-30, 1990, pp. 78-85.

¹⁵. Ces conversations sont à la base des plans sur le Moyen Orient que présente le président Bush le 29 Mai 1991 et le président Mitterrand le 3 Juin 1991 (ce dernier allant au-delà de la région du Moyen Orient).

¹⁶. Dans ce contexte il faut lire l'article de l'amiral J.T. Howe, «NATO and the Gulf crisis», *Survival*, 33, 3, May-June 1991, pp. 246-259.